



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

+41 22 919 41 50
+41 22 919 41 60
postbox@ipu.org

Chemin du Pommier 5
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse
www.ipu.org

Bulletin thématique

Juin 2021

Parlementaires et couverture sanitaire universelle : une victoire en vue

La couverture sanitaire universelle : contexte

Le monde que nous nous efforçons de bâtir envisage la santé comme un principe fondamental des droits de l'homme. La couverture sanitaire universelle est le garant de ce principe. Par « couverture sanitaire universelle », ou CSU, on entend une situation dans laquelle toute personne, indépendamment de ses conditions d'existence, a accès à des services de santé abordables et de qualité.

La CSU va bien au-delà des questions sanitaires. Elle contribue à créer des emplois et à réduire la pauvreté. C'est également un facteur d'égalité sociale.

Au moins la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux soins dont elle a besoin. Quelque 100 millions de personnes tombent chaque année dans l'extrême pauvreté à cause des dépenses de santé. Plus de 930 millions de personnes consacrent plus de 10 pour cent de leur budget aux soins.

Les groupes vulnérables et les populations marginalisées sont les plus touchés, car ils sont souvent les moins à même de payer des soins. Dès lors, ils sont exposés à un risque accru de pauvreté et de maladies.

Dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), tous les États membres de l'ONU se sont engagés à réaliser la CSU d'ici 2030. Les parlements ont eux aussi réitéré leur engagement en la matière dans la [résolution historique de l'UIP](#), adoptée en 2019.

En tant que parlementaires, vous pouvez être les moteurs de la mise en place et du maintien de la CSU dans votre pays et ainsi renforcer d'autres législations et institutions pertinentes.

Ce faisant, vous améliorerez l'état de santé des citoyens et contribuerez à réduire la pauvreté et la discrimination.

Messages clés : la CSU

- La CSU est un choix politique. Tous les pays peuvent parvenir à la CSU.
- La CSU est un investissement dans les personnes. Elle contribue à lutter contre la pauvreté et les inégalités.
- Chacun devrait avoir accès à un ensemble minimum de services de santé abordables et de qualité.

Les recommandations et les messages clés suivants visent à soutenir les efforts que vous, parlementaires, et votre Parlement déployez pour réaliser la CSU.

Comment les législations peuvent-elles contribuer à la CSU ?

La CSU est un engagement politique dont la mise en œuvre nécessite une base légale. Les législations peuvent jouer un grand rôle dans l'accès à des soins de qualité. Elles préservent notre droit à la santé, établissent le fondement juridique de l'accès aux services de santé, réglementent la qualité de ces services, permettent de supprimer les dépenses excessives laissées à la charge des personnes afin de prévenir les difficultés financières, et protègent les femmes et les filles contre les pratiques néfastes et violentes.

Les législations permettent de garantir que les services de santé sont accessibles à tous, surtout aux groupes vulnérables ou marginalisés, souvent laissés de côté.

Un cadre législatif solide est la pierre angulaire de soins de qualité et une condition sine qua non de la réalisation de la CSU.

Quel rôle pouvez-vous jouer ?

- Vous pouvez évaluer l'efficacité des lois existantes sur la CSU et les modifier au besoin, notamment en supprimant les dispositions discriminatoires.
- En l'absence de législation sur la CSU, vous pouvez contribuer à élaborer des lois en la matière et plaider pour qu'elles visent et protègent les populations marginalisées et vulnérables.
- Dans le cadre des activités que vous menez auprès de la société civile et des communautés, vous pouvez recenser les interventions sanitaires prioritaires de votre pays et appuyer les législations qui en élargissent l'accès.
- Vous pouvez associer les groupes vulnérables et marginalisés aux processus législatifs à travers des consultations et d'autres mécanismes participatifs.
- Une fois la législation adoptée, vous pouvez plaider pour sa mise en œuvre efficace.

Messages clés : les législations sur la CSU

- La réalisation de la CSU ne peut se satisfaire d'un simple engagement politique : elle doit être portée par une législation qui la convertisse en droit juridique et fixe la base légale de la mise en œuvre des politiques en la matière.
- Des lois vigoureuses garantissent l'accès aux soins à toutes les personnes – pas seulement à celles qui en ont les moyens. Elles suppriment les obstacles à l'accès, afin que personne ne soit « laissé pour compte ».
- Une réglementation solide permet de prémunir la population contre les dépenses de santé excessives, de garantir la qualité des soins, de fixer des normes et de contrôler le rôle des prestataires de soins.

Comment financer la CSU ?

Une autre pierre angulaire de la CSU est son financement adéquat par des fonds publics.

Les progrès technologiques contribuent à allonger l'espérance de vie et à améliorer l'état de santé des personnes. À mesure que les pays deviennent plus riches, la demande de services de santé augmente, tout comme le pourcentage de PIB que les pays consacrent à la santé.

Plus de [trois milliards d'USD](#) vont devoir être dépensés pour progresser vers la CSU dans les pays à revenu faible ou intermédiaire d'ici 2030. Si plus de 80 pour cent de la population mondiale vit dans ces pays, elle ne représente en revanche que [20 pour cent des dépenses de santé à l'échelle planétaire](#).

D'où proviendront ces fonds ?

Faute de CSU, beaucoup de personnes consacrent une bonne partie de leur revenu à la santé et se retrouvent très endettées. Les gouvernements doivent donc introduire de nouvelles façons de payer les services, par exemple par le paiement anticipé ou la mise en commun de ressources. Le paiement direct pourrait être supprimé, notamment pour les femmes et les enfants, qui sont plus exposés aux difficultés financières.

Les gouvernements peuvent accroître le financement au niveau national (par la fiscalité ou l'assurance obligatoire) ou international (par la coopération au développement). Quelle que soit la combinaison, ces ressources devront être utilisées efficacement – on estime que [20 à 40 pour cent du financement de la santé à l'échelle mondiale est gaspillé](#) en raison de l'inefficacité et de la corruption.

Quel rôle pouvez-vous jouer ?

- Vous pouvez veiller à ce que le gouvernement ait une stratégie claire en matière de financement de la CSU et qu'il respecte ses engagements.
- Vous pouvez vous assurer que les commissions parlementaires abordent les questions de santé et de financement de la santé et que le budget annuel soit dirigé en priorité vers les soins de santé primaires.
- Vous pouvez plaider pour que votre pays augmente le financement de la santé au moins jusqu'à l'objectif minimal fixé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de cinq pour cent du PIB.
- Vous pouvez prôner la fin du financement volontaire des services essentiels à la CSU et appuyer le recouvrement obligatoire de recettes.
- Vous pouvez contribuer à faire cesser les paiements directs en demandant des données sur ces dépenses et en utilisant ces informations pour promouvoir la législation sur la protection financière.
- Vous pouvez encourager les donateurs à faire en sorte que le soutien financier contribue à financer la mise en œuvre de la CSU et à porter le montant de l'aide au développement à 0,7 pour cent de leur PIB.

- Vous pouvez vous assurer que les ressources sont consacrées aux services de santé prioritaires et utilisées efficacement, en participant à l'établissement de normes sur la réglementation et la gouvernance des soins ainsi que sur la qualité et l'usage des médicaments et des diagnostics.

Messages clés : le financement de la CSU

- Pour atteindre la CSU, le gouvernement doit donner la priorité au secteur de la santé et assurer un financement durable.
- Les paiements directs constituent le pire moyen de financer les systèmes de santé. À la place, les gouvernements devraient recourir à des outils financiers tels que le paiement anticipé et la mise en commun de ressources.
- Les gouvernements devraient utiliser les impôts, différents types de taxes et l'assurance obligatoire pour financer et mettre en œuvre la CSU.
- Le financement public national, approuvé par les parlements via le projet de loi budgétaire, est essentiel pour améliorer l'efficacité des systèmes de santé et l'équité en matière d'accès aux services.
- La gestion des finances publiques est capitale : la façon dont les budgets sont établis, alloués et utilisés dans les services de santé est au cœur de la CSU.
- Le paiement des services de santé devrait être fonction de leur efficacité.

Amener les gouvernements à respecter leurs responsabilités

Les parlementaires disposent de différents outils pour amener les gouvernements à respecter leurs responsabilités vis-à-vis des citoyens. Ces outils – notamment les commissions parlementaires permanentes, les auditions, les motions, les débats et les questions parlementaires écrites et orales – permettent de veiller à ce que les gouvernements fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour réaliser la CSU.

Un domaine essentiel est la **responsabilité financière** : le mauvais usage et l'utilisation abusive des ressources ou des pouvoirs publics ont un impact disproportionné sur les populations vulnérables et marginalisées. Les utilisations abusives les plus courantes concernent les frais liés à la sous-traitance et aux produits pharmaceutiques et les taxes d'utilisation.

La **responsabilité en matière de performance**, qui consiste à mesurer la performance au regard d'objectifs convenus, est également importante. Elle met l'accent sur les services, les produits et les résultats d'organismes et de programmes publics et privés. Les critères de mesure de la performance sont notamment la prise en compte des citoyens et la réalisation d'objectifs qui répondent à leurs besoins et à leurs exigences.

Enfin, les soins de santé jouent souvent un rôle dans les campagnes électorales et suscitent des attentes en termes de politiques et de services au sein de la population. La **responsabilité politique et démocratique** garantit que le gouvernement respecte ces promesses et satisfait les besoins des citoyens.

Quel rôle pouvez-vous jouer ?

- Vous pouvez contrôler les dépenses publiques à toutes les phases du cycle budgétaire et effectuer des enquêtes pour comprendre l'influence des budgets sur la vie des gens.
- Vous pouvez identifier ou mettre en place des mécanismes de contrôle, allant d'audits indépendants à des politiques relatives aux lanceurs d'alerte.
- Vous pouvez relever les actes de corruption et établir des outils pour les prévenir et les réduire.
- Vous pouvez évaluer la performance du secteur de la santé au regard d'objectifs fixés.
- Vous pouvez collaborer avec les communautés et la société civile pour améliorer les services de santé et susciter la confiance.
- Vous pouvez contribuer à définir les responsabilités des prestataires de soins et à sanctionner ceux qui ne les respectent pas.
- Vous pouvez contribuer à placer les préoccupations des électeurs au premier plan, surtout dans les communautés les plus pauvres.
- Vous pouvez veiller à que le gouvernement respecte ses promesses électorales, qu'il soit digne de la confiance de la population, représente les intérêts des citoyens et réponde à l'évolution des besoins s'agissant de la CSU.

Perspectives d'avenir

La réalisation des ODD se profile à l'horizon. Comme l'ont montré les crises récentes, les systèmes de santé solides, loin d'être un luxe, sont essentiels à notre survie même. L'histoire donnera raison aux personnes dont les efforts ont contribué à bâtir de tels systèmes.

En tant que parlementaires, vous pouvez contribuer à adopter la législation nécessaire, ouvrir des voies vers des financements suffisants, faire en sorte que votre gouvernement respecte ses responsabilités et, plus important encore, veiller à ce que toutes les femmes, tous les hommes et tous les enfants, en particulier ceux qui en ont le plus besoin, bénéficient des droits auxquels ils peuvent prétendre.

Votre rôle est primordial. Faute de CSU, l'espoir de bâtir des populations saines et prospères ne pourra jamais se concrétiser.

Informations complémentaires sur la CSU

Pour des informations sur les législations relatives à la CSU, voir [l'infographie de l'OMS](#).

Pour des informations sur les paiements directs, voir le rapport de l'OMS [Global Monitoring Report on Financial Protection in Health](#).

Pour des informations sur les dépenses de santé au niveau mondial, voir la [base de données de l'OMS](#) (en anglais).

Pour des informations sur les politiques de financement de la santé, voir [l'ensemble des principes directeurs](#) de l'OMS.

Pour des informations sur le contrôle parlementaire, voir le [Rapport parlementaire mondial UIP/PNUD 2017](#).

© Union interparlementaire (UIP), 2021

ISBN: 978-92-9142-804-5

Tout ou partie de cette publication peut être reproduit pour un usage personnel et non commercial à condition que les mentions de copyright et de source soient également copiées et qu'aucune modification ne soit apportée. Veuillez informer l'Union interparlementaire de l'utilisation du contenu de la publication.

L'UIP tient à remercier Leyla Alyanak qui a préparé ce bulletin thématique, le personnel de l'UIP qui a contribué à sa réalisation ainsi que l'Organisation mondiale de la Santé pour son examen technique et son soutien financier.